

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 26 février 2024

Régional

L'Ouganda envisage d'importer son carburant depuis le port de Tanga plutôt que celui de Mombasa

Les négociants en pétrole kenyans sont en état de crise après que l'Ouganda a annoncé être en pourparlers avancés avec la Tanzanie concernant l'importation son carburant via le port de Tanga. Cette décision fait suite à plusieurs mois de bras de fer et au refus du Kenya d'accorder des concessions à l'Ouganda pour utiliser son oléoduc. La solution du port de Tanga est plus crédible que celle de Dar Es Salam, situé à une distance presque 50 % supérieure à Mombasa-Kampala et coûtant jusqu'à 35 USD/m³ de pétrole supplémentaire. Les récents investissements tanzaniens dans les capacités d'accueil de cargos du port de Tanga et les potentiels allègements concédés pourraient convaincre l'Ouganda, à la grande crainte des négociants kenyans. L'Ouganda importe actuellement 90 % de son carburant via le Kenya, pour une valeur annuelle de 2 Md USD : cela représente le tiers de l'activité de la *Kenya Pipeline Company* et un revenu substantiel pour les petits opérateurs. Le manque à gagner est donc important à différentes échelles de l'économie kényane.

Comores

Adhésion prochaine de l'Union des Comores à l'OMC

Lors de la 13^{ème} conférence ministérielle de l'OMC (CM 13) qui s'est tenue à Abou Dhabi (Emirats arabes unis) le 26 février 2024, les ministres du Commerce des pays membres ont formellement approuvé l'accession des Comores et du Timor-Leste à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ces deux adhésions porteront le nombre de pays membres à l'OMC à 166. Le protocole d'adhésion des deux pays concernés devra être ratifié par leur parlement respectif. Les Comores avaient

déposé leur demande d'adhésion à l'OMC en 2007. Le groupe de travail portant sur l'adhésion des Comores avait conclu ses travaux le 9 janvier 2024.

Ethiopie

Les secteurs de l'immobilier et de la construction affectés par le resserrement du crédit

La récente politique monétaire de la Banque centrale éthiopienne (NBE) qui visent à réduire l'inflation a provoqué un déclin de la demande forçant les propriétaires à réduire les loyers et les prix de vente de l'immobilier (- 15 % sur les six derniers mois). Outre le resserrement du crédit (plafonnement de la croissance annuelle du crédit à 14 %), des facteurs comme l'instabilité politique et le découragement de la diaspora, affectée par l'incertitude vis-à-vis du contexte politico-économique du pays, contribuent à cette baisse. Le resserrement du crédit affecte également l'activité des entreprises de construction dont la croissance a ralenti à 5 % (en glissement annuel) en 2023 contre 20 % en 2022. Le secteur de la construction qui représente près de 18 % du PIB éthiopien dépend fortement de la croissance du crédit pour fonctionner. D'après l'annonce faite en janvier 2024, la société éthiopienne de construction *Ovid Group* s'apprête à établir la deuxième banque hypothécaire (après *Goh Betoch Bank*), une solution pour alléger la pression sur le financement du secteur immobilier.

L'imprimeur japonais *Toppan* en difficulté pour initier la fabrication locale de passeports

Toppan Gravity, filiale dubaïote de l'imprimeur japonais *Toppan*, a créé en septembre 2023 une co-entreprise – dont elle détient 51 % des parts – et *Ethiopian Investment Holdings*, fonds souverain éthiopien, via deux de ses filiales locales (*Berhanena Selam Printing Enterprise* et *Educational Materials Production and Distribution Enterprise*) en vue d'une production locale de passeports et de billets de banque. Le projet s'est ensuite concrétisé par la conclusion d'un accord entre la co-entreprise et les services d'immigration éthiopiens (ICS). Cet investissement, une imprimerie envisagée au *Bole Lemi Industry Park* de la capitale, serait toutefois fortement ralenti par la difficulté à sécuriser une assurance. L'entreprise française *Idemia* assure jusqu'à présent la production de passeports éthiopiens. Les pénuries de devises avaient toutefois entraîné d'importants délais, que la production locale vise à atténuer.

Kenya

Le Kenya placé sur liste grise du GAFI

Le Groupe d'action financière (GAFI), l'organisme mondial de surveillance de la lutte contre le blanchiment d'argent, a placé le Kenya sur sa liste grise des juridictions sous surveillance renforcée, rejoignant ainsi la Tanzanie et le Sud-Soudan. Compte tenu de sa position géographique et de son statut économique, le Kenya est exposé à des vulnérabilités fortes. Les faiblesses pointées concernent notamment du financement du terrorisme, le blanchiment d'argent provenant des produits de la criminalité à l'intérieur et à l'extérieur du pays, du transit de drogues et du trafic illégal d'espèces sauvages. L'inscription sur la liste grise pourrait nuire à la réputation du Kenya, compliquer les transactions bancaires, et pourrait aboutir à une réduction des investissements directs étrangers. Le Kenya devra suivre un plan d'action précis pour répondre aux fragilités identifiées et réaliser une

évaluation du risque de financement du terrorisme. L'inscription du GAFI pourrait être suivie d'une entrée sur liste grise de l'Union européenne.

Sixième session de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA-6) : le traité contre la pollution plastique en cours de négociation

La 67^{ème} session de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (ANUE-6) se tient du 26 février au 1 mars 2024 au siège du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) à Nairobi. Elle rassemble gouvernements, membres de la société civile, communauté scientifique et professionnels du secteur privé pour élaborer un plan d'action collective en faveur de l'environnement. La délégation française est menée par le Secrétaire d'Etat à la Mer et à la Biodiversité Hervé Berville. Le thème général de l'ANUE-6 est « Des actions multilatérales efficaces, inclusives et durables pour lutter contre le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution auxquelles le monde est confronté ». Ces trois crises ont un point commun : le plastique, dont 99 % est issu de combustibles fossiles. Si aucune mesure n'est prise, la production de plastique devrait quadrupler d'ici 2050. L'augmentation de la production de plastique est un problème majeur pour les communautés africaines qui subissent les effets néfastes de la crise climatique. Alors que les pays continuent de s'engager dans les négociations du traité sur le plastique à l'ANUE-6, les pays africains font pression pour veiller à ce que les négociations s'inscrivent dans le cadre de la résolution ANUE 5.2 portant sur la mise en œuvre d'un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique.

Audit de performance sur le Projet pour l'emploi et les opportunités des jeunes au Kenya (KYEOP)

Le bureau de l'Auditeur général a publié son rapport d'audit de performance sur le Projet pour l'emploi et les opportunités des jeunes au Kenya (KYEOP) pour les périodes 2017/2018 et 2023/2024. Cette intervention conjointe de la Banque mondiale et du gouvernement kényan a été créée en 2016 pour améliorer l'employabilité et pour soutenir la création d'emplois des jeunes. Le financement total du KYEOP s'élevait à 86,3 MEUR, dont 35,7 MEUR alloués à la création d'emplois, ensuite portés à 52,9 MEUR. Le nombre de jeunes ayant bénéficié du programme s'élevait à environ 87 000 contre l'objectif révisé de 90 050. L'audit note qu'après 7 ans, les objectifs de création d'emplois et d'augmentation des revenus des jeunes n'ont pas été atteints. Le rapport soulève aussi des inquiétudes quant à la mauvaise utilisation des fonds. Une analyse de l'échantillon des bénéficiaires de l'aide à la création d'entreprise montre que près de 480 000 EUR ont été versés à des jeunes aujourd'hui injoignables ou non-coopératifs. En outre, 30 % des 72 projets examinés dans le cadre du concours de plans d'entreprise ont bénéficié d'un financement supérieur à celui requis.

Madagascar

MWC 24 BARCELONE – Adhésion de Madagascar à l'Alliance Stratégique pour l'Afrique Digitale

A l'issue d'une réunion du comité de pilotage de l'Alliance Stratégique pour l'Afrique Digitale – *Smart Africa Trust Alliance* (SATA), le 27 février à Barcelone, en marge du *Mobile World Congress* (MWC), le ministre malgache du Développement numérique, des Postes et des Télécommunication, Tahina Razafindramalo, a signé un accord pour que Madagascar en devienne membre. La SATA regroupe actuellement onze pays africains à revenus intermédiaires, soit un marché de plus de 154 millions de personnes, offrant une plateforme d'opportunités pour le commerce et le développement numérique. Elle renforce la confiance, l'interopérabilité et l'innovation, et ouvre de nouvelles perspectives commerciales dans des domaines variés tels que le commerce électronique, les paiements

numériques, la santé et l'éducation en ligne. L'ambition de Madagascar est d'intégrer un écosystème numérique africain initiative clé de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF).

Maurice

Mission « article IV » du FMI à Maurice : croissance du PIB estimée à +6,9 % en 2023

Une mission des services du FMI s'est déroulée à Maurice du 9 au 18 janvier 2024 dans le cadre des consultations annuelles au titre de l'article IV des statuts du Fonds. Selon les indications de cette mission, la croissance du PIB mauricien pour 2023 est estimée à +6,9 %, dépassant ainsi le niveau de l'économie pré-COVID-19, contre +8,9 % en 2022. La croissance a été tirée par le secteur touristique, la construction de logements sociaux, les transports et les services financiers. En 2024, la croissance du PIB pourrait ralentir à +4,9 %. L'inflation moyenne s'est établie en 2023 à 7 %, contre 10,8 % en 2022. En glissement annuel, elle a été de 5,2 % en janvier 2024. Les réserves de change en devises ont été de 7,3 Mds USD à la fin 2023.

Ouganda

L'Ouganda sort de la liste grise du GAFI, sur laquelle elle figurait depuis 2020

Suite à ses efforts dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, l'Ouganda a été retiré de la "liste grise" du Groupe d'action financière (GAFI). Cette décision fait suite à une évaluation sur le terrain réalisée en décembre par des experts du Groupe, qui ont constaté les progrès significatifs réalisés par le pays dans ces domaines. L'inscription initiale de l'Ouganda sur la liste en 2020 était due à un engagement insuffisant dans la lutte contre les activités financières illicites dont le financement du terrorisme. Depuis, l'Ouganda en lien avec les instances de Groupe Anti-Blanchiment d'Afrique Australe et de l'Est (GABAOA) s'est employé à mettre en œuvre 22 réformes en faveur d'une surveillance accrue des transactions financières. Désormais, les banques exigeront par exemple des justifications pour les transactions en espèces. Les capacités des services de police à mener des poursuites relatives au financement du terrorisme seront également renforcées.

Le shilling ougandais s'est déprécié de 3,6 % par rapport au dollar depuis le début de l'année

Le shilling ougandais enregistre une dépréciation par rapport au dollar américain depuis le début de l'année. Il s'échange désormais au taux de 3 927 shillings à l'achat pour un dollar et de 3 937 shillings à la vente le 23 février, ce qui représente une perte de valeur de 3,6 % depuis le début de l'année. Selon la Banque centrale, cette hausse du taux de change s'explique par la pression sur les réserves de change en lien avec la hausse de la demande de devises des entreprises manufacturières, pétrolières et de télécommunications.

Rwanda

La banque centrale du Rwanda maintient son taux directeur

La *National Bank of Rwanda* a maintenu son taux directeur à 7,5 % pour la deuxième fois consécutive et envisage de le baisser si l'inflation continue d'être maîtrisée. Après un pic annuel de 21,7 %, atteint en novembre 2022, l'inflation est tombée à 5,0 % en janvier 2024, dans la fourchette cible de 2 % à 8 %. Le Gouverneur John Rwangombwa a également déclaré que la croissance économique de l'année

dernière devrait dépasser les prévisions antérieures de 6,2 %. La Banque centrale du Rwanda projette une inflation de 5 % en 2024 mais des incertitudes demeurent, à l'image des tensions géopolitiques pouvant affecter le commerce rwandais et des évènements météorologiques menaçant la production agricole.

La santé et l'éducation, piliers de la coopération franco-rwandaise pour les quatre années à venir

Le ministre des Finances et de la Planification économique rwandais a reçu le Directeur exécutif de l'Agence française de développement (AFD), pour échanger sur les piliers de la coopération au développement du Rwanda de 2024 à 2028. L'appui de l'AFD se concentrera sur la santé, l'éducation, la protection de l'environnement et la création d'emplois pour les jeunes. A la suite de la visite d'Emmanuel Macron au Rwanda, en 2021, les investissements français se sont multipliés et l'objectif de 500 MEUR a été dépassé. L'AFD finance notamment le grand projet de rénovation de l'hôpital de Ruhengeri et le centre commercial Inzovu est financé à hauteur de 17,5 MEUR par Proparco.

Seychelles

Baisse des réserves de change

Selon les données de la Banque centrale des Seychelles, les réserves de change brutes atteignaient 681,6 MUSD en janvier 2024, soit une baisse de 6,3 % par rapport à juin 2023 (727,6 MUSD). Ces réserves de change représentaient 3,3 mois d'importation en janvier 2024, contre 4,1 mois en juin de l'année précédente.

Somalie

La Somalie lance un « Programme de résilience conjoint » de 30 MEUR

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance a annoncé la mise en place de ce programme visant à renforcer la résilience aux chocs économiques et climatiques des communautés dans les États de Puntland et Galmudug. Ce projet, intégralement financé par la banque de développement allemande (KfW), tend à améliorer l'accès à l'éducation, à l'eau et l'assainissement scolaire ainsi qu'à la santé et la nutrition d'un million de personnes. Il sera supervisé par le ministère de la Planification, de l'Investissement et du Développement économique somalien et mis en œuvre par l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial. Sa première phase s'étalera sur 18 mois et fera l'objet d'une collaboration entre les gouvernements, autorités locales et organisations non gouvernementales présents dans la région.

Soudan

Une forte dégradation économique en 2023 qui risque de s'aggraver en 2024

Lors de déclarations récentes aux médias, le ministre des Finances, Jibril Ibrahim, annonce que l'économie du pays se serait contractée de 40 % en 2023 (18,7 % selon le FMI) et qu'une dégradation plus importante est attendue pour 2024. Sans donner de chiffre, il fait part d'un déficit budgétaire important pour 2024 dû à la chute de plus de 80 % des recettes, en l'absence totale de toute aide budgétaire extérieure. Le ministre reconnaît que la dégradation du SDG, qui est passé de 570 SDG/USD avant la guerre à 1200 SDG/USD actuellement, est la conséquence du recours au système bancaire, seule option disponible, pour financer le déficit budgétaire. Une grande partie des revenus, déjà faibles, est consacré à trois dépenses prioritaires : militaires, aide aux déplacés et santé. Dans le même temps, la Banque centrale souffrant d'une pénurie de réserves aiguë, peine à répondre à une demande forte

pour les devises, encore accentuée par les importations militaires. Le ministre regrette que le gouvernement ne soit pas en mesure d'assumer pleinement ses responsabilités financières, notamment vis-à-vis des fonctionnaires qui ont vu leurs salaires diminuer de 40 %.

Sit-in des travailleurs des ports

Dans un contexte de rareté des ressources financières, un conflit risque de survenir opposant la *Sudan Ports Corporation* (SPC) à de différentes institutions du gouvernement centrale sur la gestion des ports. Après le refus par la SPC de mettre en œuvre une nouvelle procédure décrétée par le ministère des Finances, relative à la mise aux enchères des marchandises abandonnées, les travailleurs des ports ont organisé un sit-in réclamant l'autonomie de la SPC. Ils ont dénoncé également des décisions annoncées par le Bureau fédéral des affaires de l'administration publique, affiliant certaines directions de la SPC au gouvernement central. Les travailleurs exigent l'annulation des décisions en question, faute de quoi, ils menacent d'annoncer une grève générale dans les ports. Il convient de noter que dans la crise financière que connaît le Soudan, le secteur des ports est devenu l'une des principales sources de revenus au pays sur lequel le ministère des Finances essaie d'exercer de plus en plus de contrôle. Aussi, plusieurs administrations délocalisées à Port Sudan, dont le ministère des Finances, sont actuellement logées dans les locaux de la SPC.

Soudan du Sud

Adoption d'un système biométrique de paiement des salaires

Le gouvernement Sud-Soudanais a initié un projet de système de paiement biométrique permettant un versement des salaires des fonctionnaires à travers des terminaux de paiement électroniques (TPE). Financé à hauteur de 34 MUSD par la Banque mondiale, le projet sera mis en place dans un délai de 4 ans. Le système mis en œuvre facilitera le recensement des fonctionnaires par l'Etat ainsi que la lutte contre la fraude financière. Alors que le Soudan du Sud souffre de taux élevés de corruption, il s'agit d'un pas important vers la réforme de la gestion des finances publiques prévue dans le cadre de l'accord de paix de 2018.

Subvention du Royaume-Uni en faveur du déminage

Le Royaume-Uni va octroyer 2,65 MUSD pour renforcer les efforts de déminage au Soudan du Sud. Les fonds, alloués par le biais du programme britannique *Global Mine Action*, seront versés à l'ONG internationale de déminage *Mines Advisory Group* (MAG), active dans l'élimination des mines dans le pays depuis 2004. Responsables de 1 400 morts et de 3 800 blessés au Soudan du Sud depuis 2004, l'élimination des mines terrestres est une condition nécessaire à la reconstruction et au développement du pays. Actuellement, on estime qu'il existe encore 16,8 km² de terres contaminées dans le pays. Le financement britannique sera principalement consacré au déminage de l'autoroute Juba - Nimule afin de faciliter la circulation et le flux du trafic commercial dans cette zone.

Tanzanie

Deux entreprises chinoises vont construire des réservoirs de stockage dans le port de Dar es Salam

Deux entreprises chinoises, *M/S China Railway Major Bridge Engineering Group Co Ltd* et *M/S Wuhan Engineering Co Ltd*, ont obtenu un contrat pour construire des réservoirs de produits pétroliers dans le port de Dar es Salam. D'une valeur de 266 MUSD, ce projet implique la construction de 15 réservoirs qui stockeront 420 000 mètres cubes de produits pétroliers. Six réservoirs seront destinés au stockage du

diesel, cinq au stockage de l'essence, trois destinés au kérosène (JET A-1). Une fois terminés, les réservoirs devraient réduire la durée du déchargement des matières premières dans le port, passant de 11 à 12 jours actuels à 3 à 4 jours, tout en réduisant les frais de surestaries pour les navires. Ces améliorations devraient potentiellement permettre de sécuriser l'approvisionnement du pays en matières premières, avec la création d'une Réserve stratégique de pétrole (PSR). Les entreprises chinoises sont très actives dans le pays et participent à des projets d'infrastructures stratégiques comme le *Standard Gauge Railway* (SGR), l'*East African Oil Pipeline* (EACOP) et le pont J.P. Magufuli.

La Tanzanie mène ses premiers essais pour le train électrique entre Dar es Salam et Morogoro

La *Tanzania Railways Corporation* (TRC) a mené un voyage d'essai du nouveau train électrique à voie standard (SGR) entre Dar es Salam et Morogoro. Construite par les entreprises *Yapi Merkezi* (Turquie) et *Mota-Engil* (Portugal) pour un coût total de 1,2 Md USD et équipée de trains sud-coréens, la nouvelle ligne devrait circuler à une vitesse moyenne de 160 km/h et permettra de réduire le temps de trajet à environ deux heures, contre plus de quatre heures. Lors de l'essai, le wagon, qui a atteint la vitesse maximum de 120 km/h pour des raisons de sécurité, a relié la capitale à Morogoro en trois heures. L'ouverture de la ligne est annoncée pour juillet 2024, après avoir été reportée de nombreuses fois. Ce test marque une étape importante dans les efforts de la Tanzanie pour moderniser ses infrastructures de transport. La ligne Dar-Morogoro de 300 km est la première phase du projet SGR, qui devrait atteindre Mwanza sur les rives du lac Victoria et Kigoma sur les rives nord-est du lac Tanganyika. Il est prévu d'ajouter des liaisons avec le Rwanda, le Burundi et la République démocratique du Congo.

La mise en service de la centrale hydroélectrique Julius Nyerere devrait permettre de diminuer le rationnement en électricité

Le vice Premier ministre, également ministre de l'Energie, Dr Doto Biteko, a annoncé la mise en service de la première turbine (numéro 9) du projet hydroélectrique Julius Nyerere (JNHPP), d'une capacité de 235 MW. Cette turbine devrait permettre de diminuer le rationnement de l'électricité dans le pays. Le mois prochain, la présidente Samia Suluhu Hassan et son homologue égyptien Abdel Fatah Al Sisi lanceront la deuxième turbine du barrage (numéro 8). La centrale hydroélectrique Julius Nyerere est un barrage hydroélectrique sur la rivière Rufiji dans l'est de la Tanzanie. Une fois finalisée, la centrale sera dotée de 9 turbines et devrait avoir une capacité totale de 2 115 mégawatts. La construction a débuté en 2019 pour un montant total de 3 Mds USD, sous la supervision d'un consortium d'entrepreneurs mené par l'entreprise égyptienne *El-Sewedy Electric*. Le projet, la centrale électrique et le barrage sont détenus et seront gérés par l'entité publique *Tanzania Electric Supply Company* (TANESCO).

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD almuiz.mohamad@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : olive.nasibwondikabisa@dgtresor.gouv.fr